

L'urgence d'un nouveau pacte social et écologique

L'asbl Formation Education Culture (FEC) a organisé, en novembre 2019, un séminaire de réflexion et de débats pour les permanent.e.s de la CSC. Ce séminaire avait pour thème: «Démocratie et participation: chantier en cours». Nous avons demandé à Edouard Delruelle¹ d'y intervenir pour mettre en lumière quelques enjeux et défis de la question démocratique. Quel diagnostic pouvons-nous poser sur l'état de la démocratie? Peut-on parler de «crise» et, si oui, dans quel terreau cette crise prend-elle racine? Quelles sont les conditions nécessaires à son bon fonctionnement? Interview.

Laurence Blésin et Nicolas Vandenhemel

Janvier 2020

Comme acteurs de la démocratie, les syndicats se sentent interpellés par un certain nombre d'évolutions du champ démocratique mais aussi de l'Etat social dans lequel la démocratie s'est matérialisée. Aujourd'hui, la démocratie semble bel et bien en crise. Et ce, que ce soit sur le plan de la démocratie politique autour d'enjeux tels que le déficit de représentativité, le (res-)sentiment citoyen de ne plus être entendu, l'offre politique populiste qui se donne en écho; que ce soit sur le plan de ce qui fonde la démocratie, à savoir un projet

qui nous permet de vivre en commun, un régime juridique qui postule l'égalité des droits fondamentaux pour toutes et tous, projet réellement mis à mal par le «tournant néolibéral» qui a généré une recrudescence des inégalités; ou encore sur la place, aujourd'hui niée, des acteurs sociaux et associatifs qui œuvrent à la participation réelle des citoyen.ne.s et à l'«appropriation» des questions politiques; que ce soit, enfin, sur les enjeux de démocratie économique et sociale, démocratie qui demanderait à être soutenue et approfondie pour

¹ Edouard Delruelle est professeur de philosophie politique à l'université de Liège. Son enseignement porte sur la philosophie politique et morale, la philosophie du droit et l'éthique. Il codirige, avec Florence Caeymaex, l'unité de recherches «Matérialités de la politique» de l'ULiège. Edouard Delruelle a également été directeur-adjoint du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme de 2007 à 2013. C'est également un des initiateurs (avec Jean-Pascal Labille) du «Manifeste pour un pacte social et écologique». Depuis janvier 2020, il est président de l'Union nationale des mutualités socialistes. Il vient de publier un ouvrage dont cet entretien est l'écho: «Philosophie de l'Etat social. Civilité et dissensus au XXIe siècle», Paris, Kimé, 2020.

que le «régime de travail» ne sorte pas autant, et toujours plus dans ses évolutions récentes, de la sphère démocratique.

Et l'on pourrait aussi évoquer la destruction de l'Etat de droit, articulée notamment au sous-financement de la justice, mais également à la marchandisation de celle-ci (cf. les accords commerciaux tels que TTIP, Ceta, Mercosur,...), destruction de l'Etat de droit qui se manifeste également par la remise en cause de certains droits, tels que le droit de grève par exemple.

Nous pouvons encore évoquer la pression sur le système éducatif, sur le champ des acteurs culturels alors que la victoire culturelle et idéologique du néolibéralisme demanderait à ce que l'esprit critique puisse être aujourd'hui renforcé, ravivé. Ainsi, à partir de ces différentes questions, pouvons-nous dire que la démocratie est en crise? Pouvons-nous identifier quels sont les défis qu'il s'agit de relever? Comment les acteurs sociaux peuvent-ils s'en emparer? Sur base de quelles pistes serait-il possible de renforcer et d'approfondir la démocratie?

On le voit: les questions sont nombreuses et Edouard Delruelle a accepté d'y répondre. À la suite de cette interview, il nous semble aussi utile de revenir sur quelques points et enjeux qui ont animé le débat lors de son intervention du 22 novembre 2019.

Les dessous du populisme

Montée des inégalités, paupérisation, précarisation du travail, réponse populiste aux attentes citoyennes... Selon vous, sommes-nous dans une crise démocratique, une forme de «momentum»?

Edouard Delruelle: Nous sommes face à un choix de civilisation. En effet, l'Etat social doit être repensé urgemment, notamment au travers d'un pacte social et écologique (j'y reviendrai). Cela pose évidemment également la question du modèle économique que nous proposons et, en particulier, la question du financement de l'Etat social qui a un rôle de redistribution.

Quoi qu'il en soit, et puisque je parle ici à des acteurs du mouvement social, je suis persuadé que nous n'aboutirons pas à ces projets sans luttes et conflits sociaux. Le rôle des corps intermédiaires est essentiel. Quoi qu'on en dise, la place de ces corps intermédiaires dans la société et le rôle qu'ils y jouent sont un des marqueurs de la participation à la démocratie. Voilà autant de considérations que je voudrais aborder ici.

Venons-en tout d'abord au populisme. Le populisme se traduit par un rejet des partis politiques et des élites considérés comme corrompus, incompetents et éloignés de la réalité. C'est une défiance par rapport aux institutions. Plus d'un tiers des Français affirment ainsi ne plus avoir confiance dans la démocratie. Le populisme mène à l'ingouvernabilité, comme on le constate en Allemagne, au Royaume-Uni ou en Belgique, par exemple.

Selon moi, le populisme n'est ni une menace ni une solution. On confond, me semble-t-il, la demande des gens et l'offre politique (le discours des leaders, le programme des partis politiques...).

Premièrement, si on regarde du côté de la demande (ce que les gens expriment), il ne faut pas surévaluer le vote pour l'extrême droite. Ce dernier

est évidemment extrêmement inquiétant et suffit à faire basculer des pays dans des politiques voire des types de régime qui remettent en cause les balises de la démocratie et ont évidemment de quoi nous préoccuper et nous alarmer. Cela étant, il n'y a pas que cela dans la demande qui est exprimée, on y trouve aussi d'autres choses.

Rappelons que le premier parti des classes populaires, ce n'est pas l'extrême droite mais l'abstention. Je considère celle-ci comme un acte politique (de rejet de tout un nombre de choses, tant de l'extrême droite, de l'extrême gauche, que des partis traditionnels) et non comme de l'indifférence.

Si l'on regarde la demande des gens, il faut aussi tourner le regard vers les différents mouvements sociaux, citoyens qui animent en ce moment l'espace social. Outre ce qu'il se passe au niveau des entreprises, des manifestations syndicales interprofessionnelles, on a vu émerger d'autres formes de mobilisations: les gilets jaunes, les jeunes pour le climat, la grève internationale des femmes... en attendant les banlieues et les quartiers où il est certain qu'il y aura aussi des révoltes et des manifestations dans le futur.

En résumé, on peut dire que ce qui se passe du côté de la demande est multidimensionnel et ne doit pas être réduit seulement au vote d'extrême droite. Il ne s'agit pas de dire que «tout va bien» mais de préciser que la demande est beaucoup plus «chaotique» et contradictoire que simplement ce que nous donne à voir le vote populiste.

Deuxièmement, si, maintenant, on regarde du côté de l'offre politique, c'est-à-dire des partis que l'on qualifie de «populistes», je suis en désaccord complet avec l'idée qu'il y aurait une symétrie entre le populisme de gauche et le populisme de droite, comme s'il y avait une catégorie «le populisme» et que certains y sont de droite et d'autres de gauche. Je suis donc en désaccord avec la théoricienne Chantal Mouffe² qui considère que le populisme est une catégorie explicative que la gauche doit s'approprier. Il y a donc, selon elle, un populisme de gauche et un populisme de droite et il faut, dit-elle, développer un populisme de gauche contre le populisme de droite.

Personnellement, je pense qu'il n'y a pas de symétrie entre le discours de la gauche radicale et de l'extrême droite. Il faut se méfier de cet usage de cette catégorie de «populisme», utilisée à toutes les sauces par les médias et les partis traditionnels. Cela génère une diabolisation de toute remise en question un peu radicale de notre système économique (c'est ce que fait la gauche radicale en mettant en cause le capitalisme).

En taxant de populiste la gauche radicale, c'est une manière de dire que si on est anticapitaliste, on est antidémocrate. Par ailleurs, en plaçant l'extrême droite sous la catégorie de «populisme» et non pas d'extrême droite ou de fascisme, c'est une façon de l'euphémiser et, d'une certaine façon, de la légitimer.

Ce sont des raisons qui me poussent à considérer que la catégorisation «populisme» n'est pas très opératoire. Dans le mot «populisme», il y a le mot «peuple» et je pense que ce que dit

² Voir par exemple : Chantal Mouffe, «*Pour un populisme de gauche*», Albin Michel, 2018.

fondamentalement l'extrême droite, c'est: «*Nous seuls sommes le peuple et les autres sont illégitimes pour parler du peuple (sous-entendu: certains ont le monopole pour parler du peuple parce qu'ils sont plus authentiques)*». C'est le discours d'Erdogan, d'Orban, de Trump qui prétendent incarner le peuple, le seul peuple. Les autres (les étrangers...) ne sont pas le peuple. C'est une manière d'opposer le «*Nous*» et le «*Eux*», le «*Nous*» étant construit sur une base d'identité nationale, culturelle, religieuse... Le discours de la gauche radicale sous toutes ses formes (en Espagne, en Angleterre, en Belgique, etc.) est différent: «*Nous AUSSI, nous sommes le peuple*». Nous qu'on considère comme étant marginaux, des perdants, des oubliés, nous faisons aussi partie du peuple. Voilà pourquoi je ne suis pas favorable à cette catégorisation.

Le national-libéralisme

Comment qualifieriez-vous alors la situation politique actuelle?

E.D.: Je préfère dès lors parler de «*gouvernementalité nationale-libérale*» (j'emprunte l'expression au politologue Jean-François Bayart³), c'est-à-dire une fusion d'un ultralibéralisme sur le plan économique, d'une part et de nationalisme ou de discours identitaires, d'autre part. C'est l'offre politique qui a aujourd'hui le plus de succès et qui est la plus grande menace pour la démocratie. Trump est un national-libéral et le gouvernement italien de M5S-Ligue était de cet ordre-là. Jean-François Bayart résume l'expression de la sorte: «*Le national-libéralisme, c'est le*

libéralisme pour les riches et le nationalisme pour les pauvres».

L'expression «*national-libéralisme*» me semble donc mieux décrire ce que nous vivons actuellement que celle du «*populisme*». Et ce que nous vivons actuellement, c'est une crise systémique et multidimensionnelle. C'est important de faire le lien entre la crise des institutions démocratiques et une crise beaucoup plus large qui est une véritable crise de civilisation: crise financière, économique, sociale (montée des inégalités), géopolitique, migratoire, environnementale.

Aujourd'hui, nous sommes face à un choix de civilisation. Il faut dès lors essayer de requalifier tous les enjeux (politiciens, mais aussi sociaux, syndicaux) en termes de choix de civilisation. La constitution du gouvernement fédéral est, notamment, un choix de civilisation.

Qu'entendez-vous plus précisément par «choix de civilisation»?

E.D.: Nous sommes face à une bifurcation: soit la fuite en avant néolibérale et sécuritaire continue et je pense que cela sera assez catastrophique et destructeur, soit on parvient à repenser et à réaliser un nouveau pacte social et écologique. C'est dans une optique à long terme («*quel monde voulons-nous léguer à nos enfants?*») que nous devons envisager les questions.

Il y a cette phrase d'Antonio Gramsci (philosophe italien des années 30): «*Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres*». La citation me paraît assez juste de ce

³ Jean-François Bayart, «*L'Impasse nationale-libérale*», La découverte, coll. «*Cahiers libres*», 2017.

que nous vivons actuellement. Elle nous permet de dégager deux enseignements: il faut résister aux symptômes morbides (l'extrême droite, ce qui est fait aux migrants, le sexisme, etc.). Il faut un sursaut moral pour faire barrage et dire non à un certain nombre de choses. Mais aujourd'hui, cela ne suffit plus. Il faut aussi imaginer le nouveau qui n'arrive pas à naître: si nous ne parvenons pas à l'anticiper, le théoriser, à faire des propositions, le nouveau ne naîtra pas ou sera mauvais. Nous ne devons donc pas seulement avoir un sursaut moral face à l'extrême droite et aux autres phénomènes morbides évoqués dans la citation de Gramsci. Nous devons aussi être une force de proposition.

Or, ces trente dernières années, nous avons, dans le camp progressiste, négligé le travail des idées, à l'inverse de la droite et de l'ultra-droite. Gramsci avait compris qu'il fallait gagner la bataille des idées. Il est vital aujourd'hui de partager les connaissances, de démocratiser le(s) savoir(s) et de rapprocher les disciplines. C'est ici que les corps intermédiaires ont, me semble-t-il, un rôle important à jouer mais qui est certainement à réinventer.

Quel est selon vous ce rôle des corps intermédiaires? Quelle place peuvent-ils prendre dans le contexte actuel? Et plus précisément par rapport à cet enjeu de reconquérir le terrain des idées et de mobiliser une force de proposition?

E.D. : La manière dont je vois leur rôle au sein de la démocratie est la suivante: je pense que les corps intermédiaires sont vivants quand ils réussissent à organiser une sorte de tenaille entre des métiers

intellectuels (économistes, juristes...) qui doivent faire preuve de la plus grande inventivité idéologique et institutionnelle pour renouveler le projet social et, d'autre part, des poussées d'en bas, des poussées plébéiennes, l'expression d'attentes sociales et de fractures vécues par les gens. On a en effet besoin des deux. C'est ce qu'on peut appeler, avec le philosophe français Etienne Balibar, le «théorème de Machiavel» (le prince qui fait preuve d'inventivité et le peuple qui pousse). C'est ce que les corps intermédiaires doivent pouvoir articuler, me semble-t-il. C'est dans cette optique que nous avons rédigé un «manifeste pour un nouveau pacte social et écologique»⁴.

L'horizon trouble de l'Etat social

Vous parlez d'un nouveau pacte social et écologique. Le pacte social de l'après-guerre, qui reposait sur le compromis fordiste, est-il, pour vous, devenu obsolète?

E.D. : Selon moi, nous n'allons pas dans le mur, nous sommes déjà dans le mur. Donc la question est: «comment sortir du mur?». Finalement, la solution est sous nos yeux: c'est l'Etat social. J'ai tenté récemment d'en faire la philosophie, pour montrer que l'Etat social n'est pas un bricolage conjoncturel, mais une institution anticapitaliste cohérente⁵

L'Etat social, que l'on doit définir de manière large avec trois piliers: la sécurité sociale (avec ses branches chômage, santé, pensions et allocations familiales), les services publics (tout ce qui est le support du bien-être des individus) et le droit du travail (qui donne des statuts aux travailleurs et qui vient casser

⁴ Voir : <http://pactesocialecologique.org/>

⁵ Edouard Delruelle, «Philosophie de l'Etat social. Civilité et dissensus au XXI^e siècle», Paris, Kimé, 2020.

l'asymétrie du contrat de travail et de l'arbitraire des employeurs).

L'Etat social repose également sur trois leviers politiques: la régulation (les pouvoirs publics ont la maîtrise de la monnaie, du crédit et de l'investissement), des politiques de redistribution (au travers de deux instruments construits au 20^e siècle: l'impôt progressif sur le revenu et les cotisations sociales) et des politiques de concertation sociale (que ce soit au niveau des entreprises elles-mêmes ou au niveau interprofessionnel, dans la gestion paritaire de la sécurité sociale et le droit de grève).

Ce modèle reste une vraie réussite: aujourd'hui encore, 40% (12% pour les pensions, 10% pour la santé, 8% pour l'éducation, 5% pour les aides sociales (chômage, CPAS...) et 5% pour les services publics) des richesses produites (PIB) sont socialisées, c'est-à-dire arrachées à une pure logique marchande. Il faut bien se rendre compte que les deux premiers postes (les retraites et la santé) continuent de croître naturellement parce que la population vieillit et que la santé fait des progrès. C'est un véritable choix de société d'accompagner – ou non – cet accroissement et de se donner les moyens suffisants pour assumer les défis présents et futurs. Pour exemple: la croissance du budget des soins de santé est d'environ 2,5%-3% par an naturellement. Or, le gouvernement précédent a bloqué de manière totalement irréaliste la croissance à 1,5%. Puisqu'en réalité, cette croissance est de 3%, cela revient à dire que l'on met la sécurité sociale en déficit ou alors que l'on oblige les gens à payer de leur poche la différence. Ces choix politiques sont clairement des choix de civilisation.

La promesse de l'Etat social est la suivante: «Demain sera meilleur»,

«Nos enfants vivront mieux que nous». Qui aujourd'hui peut affirmer cela? Selon moi, c'est la racine de la crise de la démocratie. Si les gens ne croient plus dans les hommes politiques, c'est parce que la promesse «Demain sera meilleur» n'est plus tenue et que du coup, les gens n'ont plus confiance dans la globalité du système.

La contre-révolution (et il s'agit bien d'une véritable contre-révolution) néolibérale de la fin des années 70 visait clairement le démantèlement de l'Etat social. Cette contre-révolution s'est déroulée en deux temps qui permettent d'expliquer pourquoi, dans un premier temps, les organisations sociales-démocrates (socialistes ou démocrate-chrétiennes) ont pu quand même encore fonctionner voire conquérir le pouvoir et pourquoi aujourd'hui, elles sont en danger voire en voie de disparition.

Durant les décennies 90 et 2000, un compromis avec l'Etat social et les forces politiques et syndicales qui le défendaient a encore été possible. Ce compromis peut être schématisé de la sorte: les forces néolibérales se sont attaquées aux deux piliers «périphériques» (mais ô combien importants): les services publics (qu'on a privatisés) et le droit du travail (qu'on a dérégulé). À l'inverse, pendant ce temps-là, le pilier central (la sécurité sociale) a été relativement préservé.

Mais à partir de la crise de 2008 et celle de la zone euro, le néolibéralisme s'est lancé dans une fuite en avant. Si vous souhaitez garder des taux de profit de 5-6% par an alors que la croissance n'est que de 1-2% par an, vous êtes «obligé» de vous attaquer au cœur du système: la sécurité sociale. Ce n'est pas

seulement vrai en Belgique mais aussi en France (cf. les politiques de Macron): les pensions, la santé, le définancement organisé des soins de santé), le chômage (dégressivité, contrôle accru...), la mise au travail forcé de personnes en invalidité ou en arrêt de maladie, etc.

Conséquences: les inégalités repartent à la hausse à partir des années 80⁶ et des politiques xénophobes voient le jour. Ce sont les deux faces d'une même médaille. Ce ne sont pas les 5.000-8.000 migrants qui obtiennent le statut de réfugié qui pèsent sur la sécurité sociale. Par contre, les 240.000 travailleurs détachés roumains, bulgares... créent une véritable concurrence et une pression sur le système de sécurité sociale.

Sur les migrations, il ne faut donc pas seulement avoir le sursaut moral de dire qu'il faut défendre les migrants (ce qu'il faut faire bien évidemment), mais il faut aussi expliquer que le problème de la migration est également un problème intra-européen: ces travailleurs détachés sont eux-mêmes victimes d'employeurs qui fraudent allégrement les lois sociales et fiscales. Il faut également dénoncer la dérégulation du marché du travail organisée par l'Europe. Pourtant, c'est un point fondamental sur lequel la gauche manque d'un discours percutant.

Le national-libéralisme se caractérise donc par cette gouvernementalité identitaire, sécuritaire et ces politiques néolibérales.

⁶ Voir, notamment: Thomas Piketty, «*Le capital au XXI^e siècle*», Seuil, Paris, 2013, 976 pages. Ainsi que la dernière version du rapport d'Oxfam sur les inégalités

Un nouveau pacte social et écologique

Comment, selon vous, peut-on caractériser le clivage gauche-droite au 21^{ème} siècle?

E.D. : La démocratie est une procédure pour régler le plus pacifiquement possible deux conflits internes aux sociétés modernes: d'une part, le conflit autour de la propriété – partagé entre une vision plus égalitaire et une vision plus inégalitaire – et, d'autre part, le conflit relatif aux frontières (qui engendre des questions telles que «qui fait partie de la communauté?», «à quelles conditions?», etc.), ce conflit étant partagé entre une vision plus internationaliste et une vision plus identitaire.

Sur ces deux grands axes, on peut dire que la gauche porte à la fois une vision égalitaire et internationaliste, tandis que la droite développe un projet inégalitaire et identitaire. Mais il y a évidemment lieu d'apporter des nuances à ce schéma binaire ! On peut en effet retrouver un internationalisme inégalitaire (Emmanuel Macron): c'est aujourd'hui le libéralisme politique mainstream. A côté de cela, on retrouve également une offre qui a toujours existé en réalité: l'identitaire égalitaire, qu'on qualifie de modèle danois, mais que je vais appeler «social-chauvin». Ce modèle estime qu'on doit faire des politiques sociales mais sur une base nationaliste et xénophobe.

Attention toutefois de ne pas confondre ce modèle social identitaire égalitaire avec l'Etat social! Quand on regarde concrètement les politiques

mondiales :
<https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2020/01/Rapport-Oxfam-Inegalites-2020-COMPLET.pdf>

sociales du modèle «social» égalitaire identitaire, c'est l'augmentation des allocations familiales, des primes de naissance (une vision très traditionnelle de la famille) et des minimas sociaux en termes de pensions, etc. qui est promu. C'est donc un filet minimum de protection sociale, mais pas «l'Etat social» avec les différentes balises, principes et leviers que nous avons décrits.

Quelles pistes alors pour la gauche aujourd'hui?

E.D. : Si nous partons du principe que nous nous situons du côté internationaliste et égalitaire, nous devons convaincre à la fois du côté internationaliste inégalitaire et du côté égalitaire identitaire.

Aux sympathisants du modèle égalitaire identitaire, notre discours doit être la défense de la sécurité sociale. Nous devons comprendre le désarroi de celles et ceux qui votent pour l'extrême droite ou pour des partis radicaux et pouvoir présenter la sécurité sociale comme une réponse à cette peur de perdre, à cette peur de la désaffiliation. Quant au bloc internationaliste-inégalitaire, nous pouvons convaincre nombre des ses sympathisants de nous rejoindre dans le combat climatique.

Pour faire barrage au pôle identitaire inégalitaire (la droite pure et dure), il y a aussi, me semble-t-il, deux combats emblématiques à mener: le premier (que les progressistes ont complètement perdu) est celui de la fiscalité. Nous devons avoir une réflexion très profonde et des messages très percutants sur cette question parce que c'est la fiscalité qui redistribue et réduit les inégalités, pas l'Etat social (qui est un dispositif assurantiel). Le second étant celui des migrations et le principe de

l'universalité des droits que nous devons défendre.

Selon moi, voici donc comment se pose la question de la démocratie aujourd'hui avec des questions de fond: celle de la sécurité sociale et celle de la transition environnementale, et avec deux «lignes rouges» qui distinguent la gauche de la droite: la fiscalité et l'immigration.

Comment mettre en œuvre ce pacte social?

E.D. : Un pacte social doit être envisagé à trois niveaux: la convergence des luttes, l'alliance de classes sociales et une forme de compromis. Passons-les en revue.

La convergence des luttes sociales doit urgemment être réalisée. Actuellement, on constate que l'on partage les mêmes valeurs et les mêmes objectifs mais que l'on mène le combat de façon isolée. Il faut pouvoir faire converger les forces du combat social, aussi avec les luttes écologiques, féministes et antiracistes. Cette possible convergence des luttes pose la question de l'actualité des piliers. Je ne crois pas à la disparition des piliers, il y aura encore pendant longtemps plusieurs offres à gauche mais sur un certain nombre de questions, nous devons pouvoir les dépasser. C'est absolument indispensable.

L'alliance des classes sociales est aussi un enjeu important aujourd'hui. On peut avoir des valeurs différentes, des intérêts différents mais on peut s'allier. Je pense ici à une alliance possible entre les classes populaires et ce que l'on nommera la classe «cadriste» (intellectuelle, magistrats, responsables politiques, mais aussi cadres syndicaux). Cette alliance des

classes, pour laquelle le rôle des corps intermédiaires est primordial, est une alliance contre une autre classe, à savoir contre la classe «capitaliste». Cette alliance me paraît indispensable pour acculer la classe capitaliste au compromis. C'est ce qu'ont montré toutes les alliances progressistes dans l'histoire (le New Deal de Roosevelt, le Pacte social de 1945, etc.).

Et, enfin, le troisième niveau vise le compromis avec la frange éclairée de la classe propriétaire et avec le «patronat». Mais est-ce encore possible? J'aimerais ici faire référence à Bruno Latour, qui est un sociologue et un philosophe des sciences français. Il nous dit que les élites sont peut-être en train de faire «sécession», et ce, à travers des politiques ultra-dures. Elles bâtissent des forteresses et aménagent ce dont elles ont besoin pour survivre pour elles-mêmes dans le monde de demain. Ainsi, ces élites ont décidé de ne plus se préoccuper ni du reste de l'humanité ni des questions et enjeux environnementaux. Face à cette «sécession» qui ne concerne qu'un petit nombre, la classe aujourd'hui possédante va devoir s'approprier la question environnementale parce qu'on voit très bien que si on ne change pas de paradigme économique, on ne solutionnera pas ces problèmes. Or ceux-ci posent un problème direct à la classe propriétaire elle-même. C'est ce qui me donne un peu d'espoir: le fait qu'une partie de cette classe possédante commence peut-être à se dire qu'à long terme, elle aussi a intérêt à un nouveau pacte social et écologique.

Je suis donc convaincu qu'un nouveau pacte social est indissociable de convergences de luttes, d'alliances (de classes sociales), mais aussi d'un compromis avec le patronat. Je pense

qu'il ne faut pas uniquement être pessimiste car les problèmes environnementaux risquent d'engendrer de tels coûts que la frange «rationnelle» du patronat pourrait être ouverte à un nouveau pacte social.

La radicalité nécessaire des luttes

Revenons encore un peu à la convergence des luttes. Vous avez dit tout à l'heure que nous sommes aujourd'hui face à des choix civilisationnels. Y-a-t-il de ce point de vue des luttes qui seraient plus emblématiques?

E.D. : Depuis l'angle des luttes, on peut épingleur, me semble-t-il, quatre défis civilisationnels.

Premièrement, les luttes sociales autour de l'emploi, de ses transformations, de sa précarisation, et autour du pouvoir d'achat (les gilets jaunes en ont été l'emblème). Deuxièmement, les luttes environnementales. Troisièmement, les luttes féministes, qui se sont complètement renouvelées ces dernières années en mettant l'accent sur la matérialité des violences faites aux femmes dans la vie privée ou la vie professionnelle. Mais c'est également tout le débat autour des soins (le «care») qui restent prodigués majoritairement par les femmes sans être rémunérés, ou très mal. Enfin, un dernier défi civilisationnel est à voir au cœur des luttes décoloniales que l'on peut lire comme une forme de radicalisation de l'antiracisme. Dans les banlieues (les jeunes surtout), on ne croit plus à l'antiracisme tel que je l'ai pratiqué au Centre pour l'égalité des chances (UNIA), par exemple, il y a 10 ans. Aux luttes que l'on menait via les lois contre des individus racistes, une frange de la population issue de l'immigration oppose la nécessité de radicaliser le combat, en dénonçant,

non plus le fait que le racisme serait le fait d'un tel ou d'une telle, mais qu'il est profondément inscrit dans la société et les institutions.

Sur ces quatre défis, on sent qu'il y a aujourd'hui une montée en radicalité intéressante. Tout l'enjeu est d'accompagner cette montée en puissance par des idées, des projets, des solutions de paix.

Aujourd'hui, nous gardons évidemment comme absolue priorité l'idée d'émancipation des individus. Toutefois, notre monde est tellement abimé que nous devons aussi le réparer et le retisser pour aller dans le sens de l'émancipation.

A mon sens, là où les progressistes sont les plus faibles, c'est sur le modèle économique qu'ils proposent. Deux questions se posent ici: quel modèle de production des richesses voulons-nous? Et quel modèle de redistribution des richesses voulons-nous? Personnellement, je suis partisan d'une économie mixte. Aujourd'hui, il n'y a «que» 50-60% d'entreprises lucratives: il faut donner toute leur place aux services publics et d'intérêt général (comme les mutualités). Il faut également défendre les indépendants (tels que les livreurs Deliveroo et autres), il faut appuyer l'économie sociale et solidaire, et redonner à l'Etat un rôle important dans la régulation de la monnaie, du crédit, de l'investissement et de la redistribution (via la fiscalité).

Il faut inlassablement poser la question (et la chiffrer et la documenter) de la globalisation des revenus, de l'impôt progressif sur les gros patrimoines et les grosses successions. Il est certain que cela est relativement impopulaire mais on sait que c'est ce qu'il y a de plus nécessaire

en termes de redistribution. C'est l'occasion de rappeler une bataille qu'on a également perdue: il faut parler de «cotisations» sociales et non pas évidemment de «charges» sociales. Les cotisations sociales, c'est une partie de notre salaire, c'est un salaire différé. Quand on baisse les cotisations sociales, on baisse donc en réalité nos salaires.

Par ailleurs, au niveau européen voire transatlantique, il faut un traité de convergence sociale et fiscale. Il va de soi que le rapport de force n'est pas du tout favorable mais peut-être que la nécessité fera loi.

Terminons, enfin, par un peu d'optimisme: nous ne sommes pas seuls dans le monde. Il y a des colères partout sur la planète. Aux Etats-Unis, la primaire Démocrate pose directement la question de la fiscalité, des soins de santé et de la sécurité sociale.

Nous sommes aujourd'hui dans une radicalisation des luttes. La démocratie repartira de là mais cela ne suffira pas: il faut que les organisations comme les nôtres (syndicats, mutualités) repensent la société, fassent des propositions en termes d'idées, de projets de société pour que les colères planétaires aillent dans le bon sens, qui est celui de la démocratie.

Un débat, des questionnements

Il nous semble utile de faire écho à quelques éléments du débat qui a suivi l'intervention d'Edouard Delruelle au séminaire « Démocratie et participation: chantier en cours». Les voici.

La démocratie est-elle en danger?

E.D. : Le paradoxe de la mise en danger de la démocratie, c'est que l'on va probablement rester dans une démocratie formelle (élections, pluralisme des partis politiques, liberté d'expression) mais la démocratie est en train de se désubstantialiser de l'intérieur, de se nécroser, avec l'affaiblissement organisé des corps intermédiaires, des atteintes à l'Etat de droit, un contrôle accru de la population. On est dans un processus de «dé-démocratisation».

Si les institutions ne sont pas vivantes, ne correspondent pas à ce que les gens vivent, je pense que la démocratie est réellement en danger. Il ne faut pas sous-estimer la capacité de destruction des partis qui sont non-démocratiques ou à la lisière de la démocratie (à l'instar de la N-VA qui, selon moi, n'est pas un parti pleinement démocratique).

Il suffit de regarder ce que le récent gouvernement flamand, démocratiquement élu avec des partis réputés démocratiques, fait aujourd'hui à la culture. La réduction des subsides à la culture en Flandre est une véritable «dé-démocratisation». Il y a en effet deux manières de faire taire les gens: soit on les met en prison (on n'en est pas encore là), soit on leur coupe les vivres (on y est!).

Comment le discours de droite s'est-il imposé face aux discours de gauche?

E.D. : En gros, depuis les années 1990, la droite est parvenue à séduire la classe cadriste (et notamment les universitaires) et a remporté la bataille des idées. On est à un tournant parce que le discours néolibéral classique européiste, mondialiste... est complètement à terre. Même les cadres n'y croient plus. Il y a eu une véritable victoire idéologique et il est donc primordial que nous regagnions la bataille des idées. Aujourd'hui, le libéralisme ne cherche plus à convaincre sur sa gauche, en passant des compromis avec la social-démocratie, il opte pour le nationalisme et l'identitaire. Le libéralisme a changé de stratégie: il met aujourd'hui ses billes dans une politique ultra-sécuritaire et ultra-identitaire.

La classe capitaliste ne va certainement pas renoncer aussi facilement à ses profits faramineux. Dès lors, sur quelles revendications très concrètes pourrions-nous nous focaliser pour construire une lutte pour contrer ces idées néolibérales?

E.D. : Les luttes concrètes, c'est fondamental. On ne va pas mobiliser les gens sur la défense de la «tuyauterie» de la sécurité sociale. Ce que veulent les gens, c'est pouvoir se soigner, avoir une pension digne, etc., C'est voir l'impact concret dans leur vie de tous les jours...

Je suis convaincu d'une chose, que je formule de façon un peu schématique: l'épicentre des luttes, au XXe siècle, c'était la *production*, le travail (salaires, conditions de travail, chômage, etc.).

Cela reste important bien sûr, mais l'épicentre des luttes au XXIe, ce sera la *reproduction*: la santé, l'éducation, l'environnement. Nos organisations doivent opérer cette «révolution

copernicienne». Il est donc fondamental de se demander quelles sont aujourd'hui les luttes concrètes qu'il faut mener.

L'identification de ces luttes est un travail que les organisations syndicales doivent impérativement et urgemment mener. Il y a là assurément le potentiel pour un renouveau démocratique.

Comme on l'a vu, les luttes actuelles (gilets jaunes par exemple, mais également jeunes pour le climat) sont plus des symptômes que des réponses. Notre rôle consiste à essayer de faire en sorte que ces symptômes deviennent des réponses.

Vu la radicalité des mouvements sociaux et de la finalité politique qu'ils prennent aujourd'hui, n'est-il pas pertinent d'avoir une critique radicale des politiques de la «troisième voie» (Tony Blair,...)?

E.D. : On pourrait discuter pendant des heures pour savoir si la social-démocratie a bien fait de faire des compromis défensifs pendant des décennies mais en tout cas, le discours de la «Troisième Voie» a été une reddition au néolibéralisme, une façon d'accepter le cadre du néolibéralisme. Aujourd'hui, il me semble que cette troisième voie est définitivement terminée en termes de perspective.

